

# Le défi de Sarkozy en Chine

**A** la veille de la visite du président Sarkozy en Chine, les sentiments d'incertitude – si ce n'est d'inquiétude – l'emportent à Pékin. La relation franco-chinoise a longtemps été qualifiée de particulière, si ce n'est de privilégiée. Le général de Gaulle, en pleine guerre froide, avait posé le premier jalon de ce partenariat stratégique avant l'heure en reconnaissant, premier parmi les puissances qui comptent, la République populaire de Chine. A la fin de la guerre froide, le principe de multipolarité et la vigilance face à l'hyperpuissance américaine avaient permis de construire les fondements d'un partenariat stratégique renouvelé entre Pékin et Paris.

Pour Pékin, la droite gaulliste pouvait donc apparaître comme une valeur sûre, attachée aux spécificités d'une politique asiatique très sino-centrée. A ce titre, l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, porté par un discours de rupture qui pourrait aussi remettre en cause les grandes orientations de la politique étrangère de la France, constitue pour la République populaire de Chine (RPC) un véritable bouleversement que la diplomatie chinoise va tenter d'évaluer à sa juste mesure, notamment en ce qui concerne le degré d'évolution en matière de stratégie extérieure.

La Chine sera d'autant plus attentive au discours du président Sarkozy que les sources de malentendu se sont développées lors de la période précédente et résultent en réalité de l'émergence de la RPC comme acteur international susceptible d'influencer nos intérêts, dans un sens positif ou négatif. Pékin s'inquiète du rapprochement avec les Etats-Unis, mais déjà les dirigeants chinois n'avaient pas compris que si la France s'était opposée contre Washington à la guerre d'Irak, Paris pouvait aussi partager d'autres analyses avec les Etats-Unis, notamment sur la question iranienne. Sur un nombre croissant de sujets, les attentes apparaissent, avant même l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy, comme divergentes. C'est le cas dans le domaine de la sécurité énergétique, de l'aide au développement, de la politique africaine, des relations avec l'Iran ou du déséquilibre croissant des échanges.

Dans ce contexte incertain, Pékin attend la redéfinition de la

politique asiatique et chinoise de Nicolas Sarkozy. Si le programme de rupture et de réforme de la société française souhaité par le président est présenté comme « positif », les nouvelles orientations de politique étrangère constituent en revanche un véritable sujet d'inquiétude. Au niveau stratégique, le rapprochement avec les Etats-Unis, la thématique des valeurs communes (thématiques reprise en Asie par les deux grands rivaux de Pékin que sont le Japon et l'Inde), et plus encore le nouveau rôle que la France pourrait jouer dans l'Otan, suscitent des interrogations. Pékin a également observé avec attention l'évolution des relations sino-russes et la visite du président français à Moscou. La Chine sait aujourd'hui que le discours sur les droits de l'homme est devenu incontournable, mais la RPC n'aimerait pas voir Paris adopter au même titre que l'Allemagne d'Angela Merkel des mesures concrètes en

recevant le Dalai Lama. Face à l'ensemble de ces dossiers, les dirigeants chinois comptent sur le sens politique et le pragmatisme d'un président attentif aux intérêts des milieux d'affaires. Mais c'est peut-être sur ces sujets économiques que la rupture pourrait être la plus radicale.

Pékin s'inquiète de la nouvelle volonté, ouvertement exprimée par Nicolas Sarkozy, d'aboutir avec la Chine à un véritable partenariat « gagnant-gagnant ». C'est notamment à l'aune du rééquilibrage des échanges économiques et de la réalité des contrats signés que sera sans doute jugée en France la qualité de la relation franco-chinoise. Il ne s'agit pas de mercantilisme, mais d'une nouvelle stratégie qui verrait Paris, au sein d'une Union européenne renforcée, reprendre l'initiative face à la puissance chinoise. C'est de la réussite de ce rééquilibrage de la relation franco-chinoise, qui verra Pékin, autant que Paris, être à l'écoute des intérêts et des préoccupations de l'autre, que dépendra la solidité du partenariat stratégique durable que la Chine appelle de ses vœux. A ce titre, les relations franco-chinoises renouvelées constituent aussi un véritable test de l'intégration de la Chine, grande puissance responsable, sur la scène internationale.

**Pékin attend la redéfinition de la politique asiatique et chinoise de la France.**

VALÉRIE NIQUET est directrice du Centre Asie de l'Institut français des relations internationales (Ifri).